

RDCONGO-Politique-Elections-Troubles

Le siège du principal parti d'opposition en feu à Kinshasa, deux corps carbonisés (AFP)

AFP  
(KINSHASA/RDCongo)

Le siège de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), premier parti d'opposition à l'Assemblée nationale congolaise, était en feu mardi matin à Kinshasa, au lendemain d'une journée de violences meurtrières dans la ville, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Vers 08h45 (07h45 GMT), le feu brûlait abondamment l'intérieur des locaux alors qu'un cordon de policiers filtrait les allées et venues autour du bâtiment de la 11e rue Limete située dans le centre-ouest de Kinshasa. Une journaliste de l'AFP a vu deux corps carbonisés, deux autres personnes brûler vives et un homme grièvement blessé à la tête allongé à terre. Dans l'enceinte du bâtiment, des bidons d'essence renversés

témoignaient du caractère criminel de l'incendie. La situation était confuse. Un homme pleurait dans un coin, choqué. Le chef du Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'Homme en RDC (BCNUDH), José-Maria Aranaz, était sur place. "Je viens de mettre le corps de mon mari à la morgue. Il a été tué dans les affrontements", a déclaré une femme d'une quarantaine d'années en larmes expliquant que son

époux était sur place lorsque le siège du parti a été attaqué par des assaillants non identifiés. Un peu plus tôt, sur les réseaux sociaux, des informations avaient fait état d'affrontements près du siège de l'UDPS. Des journalistes de l'AFP ont également constaté l'incendie des sièges de deux partis d'opposition alliés de l'UDPS ayant brûlé pendant la nuit : celui des Forces novatrices pour l'union et la

solidarité (Fonus) et celui du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP). Au siège des Fonus, un militant commis à la garde des lieux a affirmé à l'AFP que le feu avait été allumé aux bâtiments préalablement aspergés d'essence par des hommes armés, en tenue civile, arrivés en jeep à 04h00 du matin (03h00 GMT) et que tout ce qu'il avait pu faire avait été de se cacher.

Syrie-USA-Russie-Conflit-Diplomatie

La Syrie replonge dans la guerre après la fin de la trêve

AFP  
(ALEP/Syrie)

Les combats ont repris de plus belle mardi après la fin de la trêve en Syrie, où le raid meurtrier contre un convoi humanitaire provoque l'indignation à quelques heures de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU. D'Alep à la banlieue de Damas, les Syriens ont retrouvé le bruit des bombardements et des tirs nocturnes, après une semaine seulement de fragile accalmie sur les principaux fronts de la guerre. Les raids ont été particulièrement violents à Alep et dans sa province, où "plus de 40 frappes aériennes" ont visé les zones rebelles depuis l'annonce par l'armée syrienne de la fin du cessez-le-feu lundi en fin d'après-midi. Au moins 36 civils ont été tués, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) soit neuf de plus qu'en une semaine de trêve. Les habitants se sont terrés chez eux après avoir goûté durant une semaine au plaisir de rester avec

des amis dans les rues, jusque tard dans la nuit. C'est dans cette province d'Alep que des frappes ont touché un convoi d'aide humanitaire destiné aux habitants des zones assiégées. Douze employés du Croissant rouge et chauffeurs de camion ont été tués selon l'OSDH. Le raid a endommagé au moins 18 des 31 véhicules du convoi de l'ONU et du Croissant rouge syrien qui livrait de l'aide à 78.000 personnes à Orum al-Koubra, a précisé le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric. Plus désolant encore, comme l'a souligné l'émissaire de l'ONU pour la Syrie Staffan de Mistura, "c'est que le convoi était le résultat d'un long processus d'obtention de permissions". L'OSDH n'était pas en mesure de préciser de quelle nationalité étaient les avions ayant mené ces frappes, mais aucun groupe rebelle syrien ne dispose de force aérienne. "S'il s'avère que cette attaque impitoyable a délibérément visé des humanitaires, alors elle équivaut à un crime de guerre", a déclaré Stephen O'Brien, le patron des opé-

rations humanitaires de l'ONU. Sans directement accuser Moscou, le porte-parole du département d'Etat John Kirby a assuré que les Etats-Unis étaient "scandalisés" par l'attitude de la Russie, alliée du régime de Damas. Ils "soulèveront la question directement auprès de la Russie", a-t-il précisé. **•DISCUSSIONS À NEW YORK** Le ton n'a cessé de monter ces derniers jours entre Russes et Américains, les deux parrains de la trêve, qui s'accusent mutuellement de son échec. Moscou et Damas ont en particulier vivement dénoncé un raid mené samedi par la coalition internationale conduite par les Etats-Unis contre l'armée syrienne dans l'est de la Syrie, qui a fait au moins 90 morts. La coalition a affirmé que ce bombardement était une erreur de cible puisqu'elle croyait viser des jihadistes du groupe Etat islamique (EI). Mais Damas a rejeté ces explications et le président Assad a accusé Washington d'avoir commis une "agression flagrante". C'est dans ce contexte acrimonieux que se réunira

mardi à New York le Groupe international de soutien à la Syrie (GISS), qui rassemble depuis novembre 2015 une vingtaine de pays et d'organisations internationales - dont les Etats-Unis, la Russie, l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Iran -. Cette réunion en marge de l'Assemblée générale de l'ONU "évaluera (...) l'état de l'accord conclu entre les Etats-Unis et la Russie il y a une semaine, où nous sommes et quelles sont les prochaines mesures à prendre", a précisé un porte-parole du département d'Etat, Mark Toner. "Les Russes ont signé un accord, il faut voir maintenant ce qu'ils disent. Mais le plus important, c'est que les Russes doivent contrôler (le président syrien Bachar) al-Assad", a par ailleurs déclaré le secrétaire d'Etat John Kerry. A son arrivée à New York, le président français François Hollande a fait part de son intention d'"appeler devant les Nations unies à ce que nous puissions trouver de nouveau les conditions d'une trêve pour permettre l'accès humanitaire et mettre en place une transition politique".

**• ESCALADE** Enième tentative d'apaiser ce conflit qui dévaste la Syrie depuis cinq ans et demi, cette trêve n'avait pas soulevé de grandes attentes. L'opposition et les groupes rebelles n'avaient pas donné leur accord en l'absence, selon eux, de garanties sur son respect par le régime. Les opposants ont par ailleurs perdu confiance vis à vis des Etats-Unis, incapables selon eux de s'engager davantage dans le dossier syrien, selon des experts. "L'abandon du cessez-le-feu signifie que les deux volets de l'accord -l'aide humanitaire et les négociations politiques- sont voués à l'échec. Les ingrédients d'une escalade sont réunis et la dynamique du conflit joue en faveur d'Assad", a commenté Emile Hokayem, de l'International Institute for Strategic Studies (IISS). Le conflit syrien est la guerre la plus meurtrière actuellement au monde: elle a fait plus de 300.000 morts selon l'OSDH et poussé des millions de Syriens hors de chez eux, provoquant une vague de réfugiés qui affecte surtout les pays alentours mais aussi l'Europe.

USA-EGYPTE-Élections-Politique-Diplomatie

Trump et Clinton rencontrent le président égyptien, chacun à son tour

AFP  
(NEW YORK/USA)

Donald Trump et Hillary Clinton ont chacun conclu lundi une journée de campagne électorale par des rendez-vous diplomatiques à New York, où ils ont notamment rencontré le président égyptien, venu assister avec d'autres dirigeants étrangers à l'Assemblée générale de l'ONU. C'est la candidate démocrate qui avait la première annoncé, la semaine dernière, des entretiens avec le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et l'Ukrainien Petro Porochenko, auxquels elle a

ajouté un rendez-vous avec le Premier ministre japonais, Shinzo Abe. "C'est un grand plaisir de vous revoir, Monsieur le Premier ministre", a déclaré l'ancienne secrétaire d'Etat de Barack Obama devant la presse, soulignant que ce n'était pas là sa première rencontre avec M. Abe. Ces réunions furent aussi l'occasion pour Hillary Clinton de tacler son adversaire. Donald Trump a souvent dit qu'il entendait faire payer aux alliés des Etats-Unis le prix du bouclier de défense américain? "La relation entre les Etats-Unis et le Japon est absolument cruciale", a dit Hillary Clinton à M. Abe. Elle a ensuite vu le président

Sissi pendant une heure et quart. Après de rudes négociations avec le protocole égyptien, la presse n'a pu assister qu'à une minute ou deux de leur rencontre. Mais l'entourage de Mme Clinton a pris soin de communiquer ensuite la longue liste des sujets abordés: anti-terrorisme, économie, droits de l'homme, le groupe Etat islamique, ainsi que la détention de l'Américaine Aya Hijazi, employée d'une ONG en Egypte... Puis M. Sissi a reçu Donald Trump, arrivé directement de l'aéroport de New York La Guardia après un meeting en Floride. Mais pendant moins d'une heure. Le candidat milliardaire, qui

rencontrait là son deuxième président après le Mexicain Enrique Pena Nieto à Mexico le 31 août, hochait de la tête en écoutant son interlocuteur parler de la souffrance infligée au monde par la pensée extrémiste, au moment où la presse a pu entrer afin d'enregistrer quelques images. "M. Trump a fait part au président al-Sissi de sa grande estime envers les musulmans pacifiques, et comprend que des gens de bonne volonté se sacrifient quotidiennement pour lutter contre la menace croissante du terrorisme islamique radical", a-t-on appris ensuite par communiqué. M. Trump s'est engagé à invi-

ter le président égyptien en "visite officielle" s'il était élu en novembre. On ignore si les hommes ont abordé la proposition formulée en décembre 2015 par Donald Trump d'interdire aux musulmans d'entrer aux Etats-Unis. Pendant ce temps, Hillary Clinton effectuait son troisième entretien, avec Petro Porochenko. Devant les journalistes, elle a glissé qu'elle désirait évoquer "les menaces et problèmes très réels posés par l'agression russe". Là encore, la remarque doit être interprétée à la lumière des ambiguïtés répétées de Donald Trump envers Vladimir Poutine.

L'Afrique en bref

•NIGER-Éducation-Corruption

L'Etat nigérien verse chaque mois plus de 3 milliards de FCFA (4.573.470 euros) à 2.565 enseignants "fictifs" dans cinq des huit régions du, a révélé lundi la Halcia, l'organe gouvernemental de lutte contre la corruption. "Ce sont plus de trois milliards de FCFA que l'Etat verse chaque mois à ces enseignants sur seulement cinq des huit régions du pays", a indiqué Salissou Oubandoma, vice-président de la Haute Autorité de lutte contre la corruption et infractions assimilées (Halcia) qui a publié les "résultats provisoires" d'une enquête diligentée en juin par le gouvernement.

•LIBYE-ITALIE-CANADA-Enlèvement

Deux Italiens ont été enlevés lundi dans le sud de la Libye, selon Rome, et Ottawa cherche à confirmer qu'un Canadien a subi le même sort. Selon plusieurs médias, les deux Italiens et le Canadien auraient été enlevés ensemble et travaillaient pour la même société de maintenance à l'aéroport de Ghat, à la frontière algérienne. A Rome, le gouvernement italien a indiqué être "informé de la situation et, depuis qu'il a eu la nouvelle ce matin, en suit les développements"

A travers le monde

•MEXIQUE-Crime-Homicide-Religion

Les corps sans vie de deux prêtres, abattus par balles, ont été retrouvés lundi dans l'Etat de Veracruz dans l'est du Mexique, portant à 14 le nombre d'ecclésiastiques tués au Mexique depuis 2012. Les deux hommes avaient été enlevés dimanche dans une église à Poza Rica, dans ce même Etat, a indiqué le père Jose Alberto Guerrero, un porte-parole de l'église à Teziutlan, dans l'Etat de Puebla (centre), d'où provenaient les victimes.

"Ils ont emmené de force les deux prêtres ainsi qu'un sacristain", a précisé à l'AFP le père Guerrero.

•ISRAËL-PALESTINIENS-Conflit-violences

Un Palestinien a été abattu mardi après avoir tenté de poignarder un soldat israélien près de Hébron, dans le sud de la Cisjordanie occupée, a rapporté l'armée israélienne. "Un assaillant armé d'une couteau a tenté de poignarder un soldat israélien à un checkpoint à l'entrée du (village) de Bani Naïm. Les forces israéliennes ont riposté et ouvert le feu, tuant l'assaillant", a dit l'armée. Il s'agit de la neuvième attaque ou tentative d'attaque du genre depuis vendredi, après une accalmie de plusieurs semaines.